1 JUIN 2020

COVID 19 ACTIVITÉS DES TRIBUNAUX ET DÉLAIS PROCÉDURAUX

La Loi n° 16/2020 du 29 mai, publiée le même jour, vient modifier le régime exceptionnel concernant l'activité des Tribunaux et les délais procéduraux prévus dans la Loi n° 1-A/2020, du 19 mars. Cette Loi entrera en vigueur le 3 juin 2020.

Nous soulignons ci-dessous **les principaux changements** :

A. REPRISE DE L'ACTIVITÉ EN PERSONNE DANS LES TRIBUNAUX ET DES DÉLAIS PROCÉDURAUX

- 1) Le régime exceptionnel de suspension des délais pour la pratique des actes procéduraux dans le cadre de procédures non urgentes¹ prend fin, c'est-à-dire que les délais procéduraux suspendus depuis le 9 mars 2020 reprendront leur décompte à partir du 3 juin 2020 ;
- 2) La règle devient celle des audiences en personne aux fins de discussion et de jugement ou d'autres démarches qui impliquent l'interrogatoire de témoins, à condition que le nombre maximum de personnes et d'autres règles de sécurité et d'hygiène établies par la Direction Générale de la Santé (DGS) soient observés.

Si cela n'est pas possible, ces démarches judiciaires devront avoir lieu au moyen d'une communication à distance (téléconférence, appel vidéo ou autre), en veillant toutefois à ce que les déclarations de l'accusé ou la déposition de témoins ou d'autres parties soient faites dans un tribunal, sauf accord contraire entre les parties ou dans le cas d'un intervenant de plus de 70 ans, atteint d'une maladie chronique ou immunodéprimé.

Pour les autres démarches qui impliquent la présence physique des intervenants, les moyens de communication à distance doivent être utilisés, ou en cas d'impossibilité, leur réalisation devra se faire également dans le respect de la limite des personnes et des règles de sécurité et d'hygiène émises par la DGS.

¹ Les procédures urgentes se déroulaient déjà normalement.

3) Sont toujours suspendus :

- i. le délai de soumission du débiteur à l'insolvabilité;
- ii. les démarches de remise judiciaire du domicile familial, dans le cas d'une procédure exécutive ou d'une procédure d'insolvabilité;
- iii. les procédures d'expulsion, procédures spéciales d'expulsion et procédures pour la remise de biens immobiliers loués, uniquement lorsque le locataire peut être placé dans une situation fragile en raison du manque de logement ou pour une autre raison sociale impérative ;
- iv. les délais de prescription et de caducité relatifs à ces procédures ;
- v. les délais de prescription et de caducité relatifs aux procédures dont les démarches ne peuvent être réalisées conformément aux conditions ci-dessus ;
- vi. Les personnes exécutées ou insolvable peuvent demander la suspension d'actes dans le cadre d'une procédure d'exécution ou d'insolvabilité, relatifs aux ventes et aux cessions légales d'immeubles, lorsque ces actes sont susceptibles de causer un préjudice à leur subsistance et à condition que cette suspension ne cause pas de préjudice grave à la subsistance de l'exécuté ou un préjudice irréparable. Le tribunal devra trancher la question dans les 10 jours, après avoir entendu les parties.

B. REPRISE DES DÉLAIS ADMINISTRATIFS

- 1) Les délais pour la pratique d'actes par des particuliers en procédure administrative, précédemment suspendus depuis le 9 mars 2020², reprendront également leur décompte, comme suit :
 - i. Les délais administratifs dont le terme initial aurait dû avoir lieu (sans le régime de suspension prévu dans la Loi n° 1-A/2020) avant l'entrée en vigueur de la Loi n° 16/2020, c'est-à-dire avant le 3 juin 2020, seront considérés comme étant arrivés à échéance le vingtième jour ouvrable suivant l'entrée en vigueur de cette Loi, c'est-à-dire, le 3 juillet 2020 ;
 - ii. Les délais administratifs dont le terme initial aurait dû avoir lieu après l'entrée en vigueur de la Loi n° 16/2020, c'est-à-dire, après le 3 juin 2020, s'ils se terminent avant cette date ou à la date de leur terme initial, seront considérés comme étant arrivés à échéance le vingtième jour ouvrable suivant l'entrée en vigueur de cette Loi, c'est-à-dire le 3 juillet 2020.

² Les délais relatifs au contentieux précontractuel et aux procédures de marchés publics régulés par le Code des Marchés Publics ne sont pas suspendus, voir l'article 7-A de la Loi n° 1-A/2020 (dans sa rédaction conférée par la Loi n° 4-A/2020).

2) Ce régime ne s'applique toutefois pas aux délais de procédure administrative en matière de *contra-ordenações* (p. ex. délai pour la présentation de la défense et pour la contestation judiciaire de la décision d'imposer l'amende), qui étaient suspendues, mais qui ont ainsi repris leur décompte depuis le 3 juin.

C. PROLONGATION DES DÉLAIS DE PRESCRIPTION ET DE CADUCITÉ

Une dernière note pour les délais de prescription et de caducité (p. ex. délais pour intenter des actions ou des procédures pour éviter la prescription ou la caducité) qui étaient suspendus en vertu de l'article 7, n° 3 de la Loi n° 1-A/2020 et qui sont maintenant prolongés pour la période d'entrée en vigueur de leur suspension (c'est-à-dire du 9 mars au 3 juin 2020).

Au fur et à mesure de la publication de textes législatifs modifiant ou complétant ce qui précède, nous mettrons à jour ces informations.

PARES | Advogados est disponible pour fournir toutes les informations concernant cette matière, d'une façon plus concrète et adaptée à la réalité de chaque client, et peut fournir toute assistance nécessaire dans cette matière.

Cristina Lopes Curto

clc@paresadvogados.com

Cette Note Informative est dirigée à des clients et avocats et ne constitue pas de la publicité. Sa copie, circulation ou autre forme de reproduction sans l'autorisation expresse de ses auteurs est interdite. L'information fournie est à caractère général et ne dispense pas le recours à un conseil juridique avant toute prise de décision en ce qui concerne la matière traitée. Pour tout éclaircissement additionnel, veuillez contacter **Cristina Lopes Curto** (clc@paresadvogados.com).